L'européanisation de l'action publique en Grèce (1980-2010) : l'impact sur les politiques culturelles territoriales

The europeanisation of public action in Greece (1980-2010): the impact on territorial cultural policies

Ο εξευρωπαϊσμός της δημόσιας δράσης στην Ελλάδα (1980-2010): ο αντίκτυπος στην άσκηση της πολιτιστικής πολιτικής σε τοπικό επίπεδο

Dionysia Tzemopoulou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/17983>

DOI : 10.4000/ceb.17983

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 9782858313693

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Dionysia Tzemopoulou, « L'européanisation de l'action publique en Grèce (1980-2010) : l'impact sur les politiques culturelles territoriales », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 47 | 2020, mis en ligne le 21 août 2020, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/17983> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.17983>

Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'européanisation de l'action publique en Grèce (1980-2010) : l'impact sur les politiques culturelles territoriales

*The europeanisation of public action
in Greece (1980-2010): the impact on
territorial cultural policies*

*Ο εξευρωπαϊσμός της δημόσιας δράσης
στην Ελλάδα (1980-2010): ο αντίκτυπος στην
άσκηση της πολιτιστικής πολιτικής σε τοπικό επίπεδο*

Dionysia Tzemopoulou
Université ouverte hellénique (EAP) Athènes

L'adhésion de la Grèce à l'Union européenne se traduit par l'application, avec un certain retard, des directives européennes dans tous les domaines de l'action publique. La *transformation* de l'action publique par le processus *d'européanisation* fit naître deux questions majeures : d'une part, celle de la perception de la CEE/UE comme stimulatrice de changements visant à l'adaptation du pays à une nouvelle réalité politico-économique, et d'autre part, celle de l'identification des mécanismes de transferts institutionnels concernant les politiques mises en place tant au niveau central que local. Dès 1989, les initiatives de développement de l'État grec étaient pleinement intégrées dans les *Cadres communautaires d'appui* (CCA) dont la mission apparaissait attachée à un « processus d'échanges et de transactions déterminés par les contraintes institutionnelles et politiques présentes au niveau domestique¹ », selon l'analyse

1. SAURUGGER & SUREL, 2006/2, p. 182.

de Sabine Saurugger et Yves Surrel. Leur coordination était en Grèce le fait du gouvernement central et du ministère des Finances en particulier.

Dans ce cadre, durant la période 1989-1993, le pouvoir d'intervention de chaque acteur politico-administratif (État, collectivités locales) impliqué dans la mise en place des objectifs du premier CCA était clair, comme l'était la contribution du processus *d'eupéanisation* à l'amélioration des pratiques des politiques régionales du pays. Cependant, les difficultés rencontrées dans son adaptation à une nouvelle réalité politico-économique marquèrent la première période *d'eupéanisation*², telle que déterminée par le premier CCA. À ce propos Michel Laget évoque la question du *retard* de l'Europe du Sud et pense que :

[I]l existe des différences dans la façon d'aborder les problèmes du développement entre la commission et les acteurs du sud de l'Europe. Ces différences concernent probablement la notion même de développement, les différentes composantes de celui-ci, les objectifs, les moyens et donc les mesures de son identification³.

Dans ce contexte, nous constatons que, même après l'établissement tant de l'administration régionale en Grèce en 1986 (Loi 1622/1986), que de la détermination des régions administratives du pays en 1987⁴ (voir annexes), les relations entre les niveaux central, régional et local de gouvernement étaient fondées sur la même logique hiérarchique que par le passé. Les *Programmes opérationnels régionaux* qui constituaient les variables spéciales du CCA liées à la politique régionale du pays s'inscrivaient dans un système politique qui concevait leur planification et leur mise en œuvre d'une manière centralisée et hiérarchisée ne tenant pas compte de la création des treize nouvelles régions administratives⁵. C'est ainsi que leur gestion (pendant cette première période entre 1989 et 1993) échappait aux Secrétariats des régions nouvellement créés et ressortissait au ministère des Finances. Les raisons de cette marginalisation des régions administratives s'expliquaient alors par le manque d'infrastructures et de

2. Il convient de mentionner que José María Maravall affirme que les difficultés de la Grèce étaient bien plus grandes que celles des deux pays ibériques qui ont adhéré cinq ans plus tard. MARAVALL, 1997.

3. LAGET, 1996, p. 42.

4. Le décret présidentiel n°51/1987 définit les régions du pays pour réaliser la conception, la planification et la coordination du développement régional du pays. Ainsi, treize régions virent le jour selon des critères strictement géographiques, mais aussi d'homogénéité économique et sociale.

5. ANDREOU & LYKOS, 2011, p. 275.

personnel qualifié, et surtout par l'incapacité du gouvernement central de les aider à conduire les politiques lancées par ces programmes⁶ : les régions demeuraient tributaires de l'État et leur mission était limitée à des tâches exclusivement administratives.

En résumé, notons que le processus d'*européanisation* et, plus exactement, son impact sur l'évolution des politiques culturelles locales seront étudiés au sein de cet article principalement à travers la mise en place des dispositions des CCA et du programme européen *Culture 2007-2013*. Cette approche permet d'appréhender dans quelle mesure l'intégration européenne intéressa les acteurs qui déterminaient l'action culturelle en Grèce en indiquant que, au cours de la période 1980-2010⁷, c'est ce processus d'intégration lui-même qui changea progressivement. Dans ce contexte, les questions qui guident notre réflexion sont les suivantes : quel est le contenu des CCA concernant la culture contemporaine⁸ ? Quelle est l'identité des agents impliqués dans le processus d'intégration européenne ? Comment définissent-ils les priorités de leur action ? Nous souhaitons donc comprendre quel est l'impact des pratiques d'*européanisation* sur le processus décisionnel en Grèce, attendu qu'une nouvelle composante, l'*action communautaire*, intervient de manière dynamique dans la définition du contenu des politiques publiques.

Européanisation et internationalisation de l'action culturelle locale dans les années 1990 : le processus d'harmonisation et de mimétisme

Depuis les années 1980, l'action culturelle des municipalités englobait de manière régulière l'animation culturelle (pratiques amateurs incluses), la production artistique (musique, théâtre, danse), les bibliothèques et l'enseignement artistique. Après les années de *démocratisation culturelle* (années 1980), la deuxième vague de décentralisation des politiques culturelles (années 1990) a été liée à leur *européanisation*, selon un processus qui se focalisa sur les pratiques de *savoir-faire* afin d'atteindre l'harmonisation de ces politiques régionales avec les tendances européennes. Dans ce cadre, au-delà des différences dans l'organisation

6. *Ibid.*, p. 276.

7. Nous nous concentrons sur la période 1980-2010 car la crise économique identifiée en Grèce dès la fin des années 2000 conduisit à une confusion dans la définition des priorités des politiques publiques. Autrement dit, elle a été l'origine de profonds changements au niveau politico-social qui ne sont pas l'objet de cet article.

8. Selon l'organigramme institutionnel du ministère de la Culture de Grèce, ce domaine d'action culturelle regroupe les arts du théâtre, de la danse, de la musique, du cinéma ainsi que les arts plastiques et le domaine de livre et de la lecture.

politicoadministrative de chaque pays, les CCA posèrent la question du renforcement de l'action culturelle des pays de la CEE/UE.

Ainsi, à partir des années 1990, nous constatons le changement d'objectifs des structures culturelles municipales afin de *se lier* à l'Europe. Cette réorientation s'effectue dans un contexte de concurrence entre les villes tant au niveau national qu'européen, ce qui induit *l'amélioration de leur image*. Ce *défi de prestige* se manifeste dans un environnement non seulement européen, mais de plus en plus mondialisé, et il détermine l'agenda politique des villes de province. L'implication du domaine culturel, conjointement avec celui du tourisme et du développement économique, prévue par la deuxième CCA (1994/1999), explique ce bouleversement des priorités (voir encadré 1). Dans ce cadre, l'intensification des efforts des élus locaux pour institutionnaliser la politique culturelle municipale et créer des infrastructures culturelles sont associées à un renforcement des politiques urbaines. Ces initiatives paraissent s'identifier avec l'évolution tant de la politique culturelle que de la politique urbaine de l'UE. En d'autres termes, l'importance du lancement des programmes intégrés méditerranéens (PIM) depuis des années 1980 d'une part, et, d'autre part, la portée de l'article 128 du Traité de Maastricht en 1992⁹ – qui définissait la légitimité de l'UE en matière culturelle – furent bien perçues par les acteurs publics (État, collectivités locales) du pays.

9. Notons que le domaine culturel ne figurait pas parmi les priorités communautaires avant le traité de Maastricht. Nous constatons la faible position qu'occupe la culture au sein du premier CCA.

Encadré 1. Les axes de développement
du deuxième *Cadre communautaire d'appui* (1994-1999)¹⁰

- I. Réduction du degré de périphéricité et promotion de la cohésion interne par le développement des grands réseaux d'infrastructure.
- II. Amélioration des conditions de vie.
- **III. Croissance et compétitivité du tissu économique.**
 - a. Industrie et services.
 - b. Recherche et technologie.
 - **c. Tourisme et culture.**
 - d. Agriculture et développement rural.
 - e. Pêche.
- IV. Développement des ressources humaines et promotion de l'emploi.
- V. Réduction des disparités régionales et suppression de l'isolement des régions insulaires.

La *coexistence* entre la culture et le tourisme souligne le fait que celui-ci participe significativement à l'économie grecque par sa position dominante dans le tertiaire. Dans ce contexte, la culture est considérée comme agent de renforcement de la politique touristique, susceptible d'améliorer la qualité du produit afin d'en accroître la compétitivité internationale. Concrètement, le CCA s'intéresse à la culture par le biais du patrimoine :

[L]a Grèce détient un riche patrimoine dont la conservation et la valorisation constituent un objectif distinct : même s'il est utilisé correctement, il peut également contribuer de manière décisive à la réalisation de certains objectifs de développement, en particulier les cibles liées au tourisme. Ces initiatives concerneront en particulier la promotion du patrimoine culturel (gestion des centres historiques, modernisation de musées, rénovation et enregistrement des monuments) ayant comme objectif principal de stimuler l'activité économique¹¹.

10. Source : Ελλάδα – Κοινοτικό Πλαίσιο Στήριξης 1994-1999. Στόχος 1: ανάπτυξη και διαρθρωτική προσαρμογή των αναπτυξιακά καθυστερημένων περιφερειών [Grèce – CCA 1994-1999. Objectif 1 : Développement et ajustement structurel des régions sous-développées], Commission européenne, catalogue : CX-85-94-462-GR-C, 1994.

11. Source : *ibid.* p. 53.

Au-delà toutefois de la référence limitée à la culture, le deuxième CCA fut le premier effort important, au niveau national, pour développer un projet cofinancé et fondé sur la logique des actions structurelles. La sous-section *tourisme-culture* incluait des projets de 207 millions d'euros¹². Parallèlement, 214 projets d'une valeur de 195 millions d'euros furent mis en œuvre par les *Programmes opérationnels régionaux* et les *initiatives communautaires*¹³. Ainsi, ces interventions représentèrent près de 280 projets pour un budget total de 402 millions d'euros¹⁴. Dans le cadre de ces efforts ne fut néanmoins remplie qu'une partie seulement des *besoins culturels*, tandis qu'étaient marginalisés les domaines de la création contemporaine, tels que le théâtre, la danse, la musique, l'enseignement artistique.

L'examen de l'impact de l'eupéanisation sur la périphérie grecque – à l'occasion de la mise en œuvre du deuxième CCA – conduit à remarquer l'évolution de mécanismes qui participèrent notamment au changement des formes du traitement public de la culture bien plus qu'à l'effort de définition des buts de structures culturelles régionales sur une base transnationale. Ainsi, dans un premier temps, le *facteur eupéanisation* est lié à la manière dont furent produites les politiques culturelles à partir de 1994 et aux conditions de leur institutionnalisation. Plus exactement, les communes qui assumaient la prise en charge économique et politique de l'action culturelle entre les deux niveaux de collectivité territoriale (communes, régions) revendiquèrent le renforcement de leur action directe sur le territoire. Cette exigence découlait, d'une part de la création de nouvelles institutions et de structures culturelles et, d'autre part, de l'enrichissement des infrastructures culturelles régionales grâce à l'aide de fonds structurels. Ce contexte permet de mieux comprendre la contribution de l'eupéanisation à l'amélioration de l'autonomisation des villes.

Selon cet objectif, nous observons également le lancement des *politiques de réseaux culturels*¹⁵, basées sur les échanges au niveau artistique tout comme sur la logique de la collecte des informations relatives à la constitution et au fonctionnement des structures culturelles. L'établissement des réseaux de coopération et d'échanges d'expériences entre les villes incita les centres urbains à adopter des propositions qui coïncidaient avec un agenda urbain à l'échelle européenne. Dans cette perspective, nous avons pu remarquer tant le *phénomène* de mimétisme – dans l'effort de faire évoluer l'institutionnalisation des politiques

12. MOUSOUROULIS, mars 2007, vol. 1, p. 142.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

15. Sur les politiques de réseaux culturels, voir TZEMOPOULOU, 2018.

culturelles – que l'orientation des villes vers des stratégies pouvant conduire à l'amélioration de leur attractivité à des fins de valorisation touristique. C'est également dans cette optique que les villes de la périphérie ont entrepris de renforcer leurs équipements comme le suggéraient les objectifs de l'institution *Réseau culturel national des villes*¹⁶ – financé par le deuxième CCA.

Tableau 1. Les projets d'infrastructure culturelle du deuxième CCA¹⁷

Ville	Nature de travail	Infrastructure culturelle
Véria	Construction du bâtiment	Centre de conférences de Véria
Volos	Réutilisation/rénovation d'un immeuble ancien	Centre de théâtre musical de Volos
Kalamata	Étude sur la construction d'un immeuble	Palais de la danse de Kalamata
La Canée	Réutilisation/rénovation d'un immeuble ancien	Centre d'architecture de la Méditerranée de La Canée

Le troisième Cadre communautaire d'appui (2000-2006) : l'autonomisation du domaine de la culture par rapport à celui du tourisme

L'analyse de la logique sur laquelle se sont articulées les priorités de la politique étatique dans le courant de la première moitié des années 2000 permet de se focaliser sur la structuration du troisième *Cadre communautaire d'appui* (CCA). Tout d'abord nous observons l'autonomisation du domaine culturel par rapport à celui du tourisme, ce qui lui permet d'élargir son champ d'action. Rappelons ici que la *coexistence* du tourisme et de la culture au sein du deuxième CCA favorisa essentiellement le premier. En se centrant sur la culture contemporaine, le troisième CCA marque son intérêt pour les conditions de formulation de services culturels. Ici, il convient de mentionner que la modification de la société grecque conduisit à l'utilisation fréquente de termes tels que la *demande de biens* ou de

16. La création contemporaine fut soutenue dans le contexte du deuxième CCA par la planification et la réalisation d'un projet polyvalent dirigé par le ministère de la Culture. Le *Réseau culturel national des villes* (EPDP), destiné à renforcer l'activité et l'infrastructure culturelle au niveau régional tout en concourant au développement du tourisme culturel, comprenait deux axes d'action : la création de nouvelles institutions thématiques et la construction d'infrastructures culturelles. Voir ROMA & CHASSIOTIS, 1997, p. 28.

17. PACHAKI *et al.* (eds.), 2000, p. 190, [traitement des données par l'auteur de l'article].

services culturels. L'augmentation de la demande en matière de spectacles – qu'il s'agisse de théâtre ou de musique – à partir du milieu des années 1980 et dans le courant des années 1990¹⁸ fut aussi bien liée à l'élévation du niveau de vie qu'à celle du niveau d'éducation du public. De plus l'amélioration des biens et services rendus d'une part, et la corrélation entre la croissance économique et l'économie de loisirs d'autre part, potentialisa l'instauration de pratiques associées à la culture contemporaine.

Le programme opérationnel *Culture*, inclus dans le CCA de la période 2000-2006, propose une stratégie en deux axes : protection/promotion du patrimoine culturel et développement de la culture contemporaine. Parallèlement, inscrits dans des programmes opérationnels régionaux ou d'autres comme celui d'*Emploi et formation professionnelle* ou de la *Société de l'information*¹⁹, des projets et des actions furent mis en œuvre. Bien que le troisième CCA ne comprît pas toutes les actions orientées sur le développement intégré du domaine culturel, il fut toutefois l'un des instruments les plus importants pour la mise en place de ce dernier²⁰.

Tableau 2. Troisième Cadre Communautaire d'Appui – programme opérationnel
*Culture 2000-2006*²¹

3e CCA/programme opérationnel <i>Culture</i>	2000-2006
AXE 2	Développement de la culture contemporaine
MESURE 2.1	Renforcement de l'infrastructure et d'événements majeurs de communication sur la culture contemporaine
DOMAINES D'APPLICATION	Pays entier

18. « Le complément de planification du programme opérationnel Culture (Cadre Communautaire d'Appui 2000-2006) », disponible sur : https://2007-2013.espa.gr/elibrary/SP_EP_Politismos_2007.doc [consulté le 18.06.2016].

19. *Ibid.*

20. Notons que pour le développement culturel global du pays ne furent engagées que des ressources purement nationales.

21. Source : « Le complément de planification du programme opérationnel *Culture* (Cadre Communautaire d'Appui 2000-2006) », [traitement de données par l'auteur de l'article].

BÉNÉFICIAIRES DE LA MESURE	<p><u>Bénéficiaires directs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organes de gestion d'infrastructures et d'institutions sur la culture contemporaine - Travailleurs dans le domaine de la culture - Élèves, étudiants, enseignants <p><u>Bénéficiaires indirects :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Spectateurs – visiteurs - Entreprises de nature culturelle et touristique
PÉRIODE DE MISE EN ŒUVRE	2000-2006

Tableau 3. L'analyse du système de financement par axes de priorité
du programme opérationnel *Culture 2000-2006*²²

Axe de priorité	Coût total en euros	Participation communautaire	Dépense publique/ nationale	Participation du domaine privé
1. Protection et mise en valeur du patrimoine culturel	468.840.888	357.082.432	111.758.456	0
2. Développement de la culture contemporaine	168.231.807	115.451.983	52.779.824	0
3. Assistance technique	10.566.929	8.050.612	2.516.317	0
	647.639.624	480.585.027	167.054.597	0

Il faut remarquer qu'avec le deuxième axe du programme opérationnel *Culture*, l'élimination des disparités régionales et la nécessité de répondre aux besoins d'infrastructure furent une continuation de la politique établie dès le deuxième CCA, et tout particulièrement le *Réseau culturel national des villes*. Néanmoins, les limites de la dynamique politique menée dans la période 1994-1999 sont visibles à travers les données délivrées par le ministère de la Culture en 1999.

22. Source : *Επιχειρησιακό Πρόγραμμα Πολιτισμός* [3e Cadre Communautaire d'Appui (2000-2006) : programme opérationnel *Culture*], disponible sur : <http://ep.culture.gr/el/Pages/description.aspx> [consulté le 10.05.2016], [traitement des données par l'auteur de l'article].

Concrètement, sur un nombre total de 199 structures culturelles enregistrées en Grèce, 136 – soit 60 % – étaient implantées à Athènes et à Thessalonique²³. Nous constatons donc que la politique des réseaux adoptée dans les années 1990 ne donna pas les résultats escomptés pour la décentralisation. Parmi les 63 structures établies en communes, 46 – 73 % – furent développées dans le cadre d'un réseau culturel (théâtres municipaux régionaux, réseau des cinémas municipaux, réseau d'arts plastiques)²⁴. Dans ce contexte, le troisième CCA prévoit la création d'infrastructures spécialisées en culture contemporaine en tant que facteur stimulant à la fois la demande et l'offre de biens et services culturels. À cet égard, la création de nouvelles infrastructures ou la rénovation de celles déjà existantes dans tout le pays se traduit par l'établissement d'*unités métropolitaines* visant à faire émerger divers domaines de la culture contemporaine. En d'autres termes, ces structures ambitionnaient de couvrir un large éventail de services culturels en permettant tant le développement de différents objets d'art (théâtre en prose, théâtre musical, concerts, etc.) que des activités telles que conférences, colloques, etc.

Le fait que la construction et l'équipement de ces bâtiments aient été planifiés afin d'assurer leur rôle culturel, éducatif et social – en réponse aux défis du XXI^e siècle – témoigne de la mission polyvalente qui leur fut assignée par la mesure 2.1 (voir tableau n° 2). Dans ce rapport, les objectifs de mesure se référaient au développement des initiatives qui mettaient en évidence la relation entre l'éducation et la culture. Concrètement, ces actions, destinées à la fois aux enseignants et aux élèves, concernaient tous les niveaux et types d'enseignement. De plus, ce programme opérationnel incluait des actions intéressant non seulement les élèves des écoles et universités du territoire grec, mais aussi les étudiants de la *diaspora grecque* et les étudiants étrangers inscrits dans les universités de Grèce. Au cœur de cet effort, l'emploi de nouvelles technologies fut préconisé pour attirer des élèves, des étudiants et des enseignants vers les espaces culturels. La coopération entre le ministère de la Culture et celui de l'Éducation, proposée par le programme opérationnel *Culture*, fut étayée par le renforcement de l'enseignement dans les

23. Référence y est faite aux théâtres (théâtres publics, troupes privées subventionnées), aux structures de musique (orchestres, musées de musique), aux structures de cinéma (entités sous la tutelle du ministère de la Culture, entités incluses dans le réseau de cinéma municipaux), aux structures de danse (entités sous la tutelle du ministère de la Culture, subventionnées), aux structures associées aux arts plastiques (entités sous la tutelle du ministère de la Culture, entités incluses dans le réseau d'arts plastiques). Voir « Le complément de planification du programme opérationnel *Culture* » (*Cadre communautaire d'appui 2000-2006*).

24. *Ibid.*

écoles et les universités à l'aide de matériel éducatif approprié. Dans le même esprit, signalons également des initiatives d'encouragement de jeunes créatifs à la recherche de nouveaux et fructueux modes d'expression artistique grâce au contact direct avec des artistes et des intellectuels.

En ce qui concerne sa deuxième disposition, nous observons que la mesure 2.1 était axée sur l'organisation d'*événements majeurs de communication* qui émergeaient d'aspects variés de la culture contemporaine, et illustrait clairement la diversité des priorités des politiques publiques. Autrement dit, cette disposition indiquait la nécessité d'exploiter les possibilités offertes par les événements d'envergure internationale qui allaient avoir lieu en Grèce au cours de cette période (2000-2006) : les Jeux olympiques de 2004, l'*Olympiade de la culture* (2000-2004), la capitale européenne de la culture – Patras 2006. Nous constatons donc que ce programme soulignait l'importance de l'effort d'*internationalisation* des politiques culturelles. Ainsi, dans le but d'encourager ou d'élargir des coopérations au niveau européen, les pratiques privilégiant la promotion des institutions et des manifestations culturelles du pays – à travers des réseaux d'échanges – furent une composante de premier ordre dans la structuration des nouveaux objectifs des politiques de l'État.

D'un autre point de vue, la conduite des politiques culturelles au niveau central, presque exclusivement concentrée sur la planification et la mise en œuvre de ces événements internationaux, ne permit pas d'évaluer leur impact sur l'évolution des politiques locales. Les villes de province en Grèce, de leur côté, modifièrent ou *adaptèrent* les priorités de ces politiques selon leur implication dans l'institution de l'*Olympiade de la culture*²⁵, en participant à des projets culturels réalisés dans le courant de la période 2001-2004. Pour une minorité d'entre elles (Thessalonique, Volos, Patras, Héraklion), sélectionnées en tant

25. L'institution de l'*Olympiade de la culture* favorisa une riche activité culturelle et artistique dans la période 2001-2004 en encourageant les projets relatifs au spectacle vivant, principalement à la musique et au théâtre. La flexibilité de la thématique *Événements polyvalents* l'aida à gagner du terrain dans la planification du programme de l'institution, tandis que des expositions sur des sujets divers (théâtre, photographie, arts plastiques, etc.) furent créées, soit dans un contexte de coopérations internationales, soit dans la perspective de *voyages* à l'étranger. Dans ce contexte, l'action de l'*Olympiade de la culture* se propagea dans plusieurs pays (Londres, Rome, Berlin, Francfort, Madrid, Barcelone, Avignon, Stockholm, Amsterdam, Nicosie, Sofia, Bucarest, Belgrade, la Russie, Tokyo, New York, Chicago). Quant aux projets mis en œuvre en Grèce, ils furent présentés principalement à Athènes et à Thessalonique. Source : Rapport « Olympiade de la Culture : 2001-2004 », archives personnelles de Georgia Iliopoulou [chef de la direction de l'Organisme de promotion de la culture grecque].

que *villes olympiques*²⁶, cela signifiait le lancement d'un programme global de développement, de projets d'infrastructures de transport et de réaménagement culturel, d'ouvrages d'infrastructures touristiques et sportives. Quant au domaine de la culture, la discussion revenait sur sa connexion avec le tourisme et l'accroissement des visiteurs de ces villes pour la période concernée (2001-2004) et au fil du temps. Il s'agissait donc d'un effort de *localisation* des stratégies de développement économique, social et culturel – à l'occasion de l'organisation des Jeux olympiques – afin de créer des politiques sectorielles selon des priorités territoriales.

La nécessité toutefois de prêter un caractère *intellectuel* à cet événement essentiellement sportif conduisit à l'émergence de nouvelles institutions comme celle de l'*Olympiade de la culture*²⁷ dont la coordination devait être assumée par l'*Organisme de promotion de la culture grecque*²⁸. En outre, dans le cadre de la prise en charge par le pays de la présidence de l'UE en 2003, la Grèce mit l'accent sur l'universalité de la culture²⁹. L'intention de l'État de rendre cet effort pérenne montrait son aspiration à renforcer sa position dans le paysage international ; ainsi, au travers d'une démarche culturelle, celle de l'*Olympiade de la culture*, la Grèce chercha des pratiques qui puissent renouveler les stratégies de sa diplomatie culturelle. Néanmoins, l'idée d'organiser un événement comme celui de l'*Olympiade de la culture*, bien qu'elle ait été considérée comme une *pratique innovante* dans un environnement mondialisé, a finalement dévié de ses objectifs déclarés. Au niveau international, cette nouvelle institution n'a pas atteint la reconnaissance à laquelle elle aspirait selon Georgia Iliopoulou, chef de la direction de l'Organisme de promotion de la culture grecque³⁰. À l'intérieur

26. Ces villes ont accueilli, entre autres, des matchs éliminatoires et des demi-finales du tournoi olympique de football.

27. Pour la planification de l'institution *Olympiade de la culture*, voir *Επιχράτεια Πολιτισμού* 2001, p. 35-68.

28. La création de l'*Organisme de promotion de la culture grecque* (OPEP) date de 1997 (Loi n°2557/1997). Il s'agissait d'une entité de droit privé placée sous la tutelle du ministère de la Culture. Il fut aboli en 2010, lorsque ses pouvoirs furent transférés à d'autres entités du ministère. Ses objectifs visaient à : • la promotion du patrimoine culturel du pays • la promotion de l'action culturelle contemporaine de la Grèce à l'étranger à travers sa participation aux réseaux européens ou internationaux • la promotion de l'*Olympiade de la culture* dans le cadre de la politique définie par le ministère de la Culture. Source : Rapport Olympiade de la culture : 2001-2004.

29. Site internet Grèce 2003 – présidence de l'UE.

30. Entretien avec Georgia Iliopoulou [chef de la direction de l'Organisme de promotion de la culture grecque], le 04.12.2014, Athènes, durée : 1h45.

du pays, tant le choix de son programme artistique que la gestion financière de ses fonds publics provoquèrent la remise en cause à la fois du caractère culturel et institutionnel de son effort.

Tableau 4. Les dépenses de l'*Olympiade de la culture* par domaine d'action (2001-2004)³¹

DOMAINE	NOMBRE DE PROJETS	DÉPENSES
Archéologie	8	€ 3.319.743.92
Architecture	2	€ 807.823.21
Théâtre	17	€ 11.230.328.79
Musique	19	€ 19.721.774.51
Danse	5	€ 3.225.675.56
Lettres	5	€ 1.999.738.93
Événements polyvalents	22	€ 12.495.354.84
Culture numérique	1	€ 173.147.47
Audiovisuels	4	€ 1.310.533.42
Expositions	19	€ 16.211.811.12
Colloques/Conférences	7	€ 2.117.717.92
Internationaux	1	€ 6.478.102.84
Collections	2	€ 2.008.379.63
Total	112	€ 81.100.132.15

La catégorie *Collections* comprend des expositions de photos. Le montant total concerne le coût de l'activité artistique et culturelle de l'Olympiade de la culture, mais pas les frais associés à l'exploitation de cet événement (masse salariale, loyers, factures, etc.) assumés par l'*Organisme de promotion de la culture grecque* (OPEP).

La mise en œuvre des programmes européens : en faveur du renforcement de l'autonomie décisionnelle des collectivités locales ?

La façon dont le ministère de la Culture aborda le programme de financement européen *Culture 2007-2013* (voir annexes) – qui figuraient parmi les initiatives importantes de l'UE – témoigna de l'affaiblissement de sa capacité à réguler

31. Source : Rapport *Olympiade de la culture* 2001-2004, archives personnelles de Georgia Iliopoulou [chef de la direction de l'Organisme de promotion de la culture grecque], traitement des données par l'auteur de l'article.

l'action des collectivités locales liée à leur accès aux fonds structurels. En premier lieu, nous devons préciser que son intervention visant à faciliter la participation des agents grecs³² au programme *Culture* fut limitée à l'établissement du *Point de contact culture* (CCP)³³ comme prévu par la CEE. Dans un deuxième temps, il convient de mentionner que la constitution de nouvelles institutions, par exemple le service de gestion des programmes opérationnels (*Service spécial du domaine culturel*)³⁴ ne changea pas sensiblement la dynamique d'action du ministère sur la gestion, le contrôle, ni la mise en œuvre des projets de développement culturel pour la période de programmation 2007-2013. Ainsi, en dépit des déclarations optimistes du ministre de la Culture de l'époque, Michalis Liapis (en 2008), sur le fait que ce service garantirait l'élargissement des possibilités du ministère pour la réalisation des investissements culturels par des fonds européens³⁵, la réalité fut bien différente. Son rôle, de 2008 à 2013 pourrait être qualifié d'*intermédiaire* puisqu'il n'assuma pas la responsabilité principale de la gestion de ces fonds. Plus particulièrement, ce service du ministère de la Culture eut le

32. Le programme Culture 2007-2013 s'adressait : a. aux organismes publics dotés d'une personnalité juridique (universités, municipalités, préfectures, théâtres, musées, orchestres, festivals, réseaux culturels à entité publique), b. organismes privés dotés d'une personnalité juridique (universités privées, écoles de théâtre et de musique, ateliers d'art, ONG, etc.). Voir site de l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture », http://eacea.ec.europa.eu/culture/programme/who_participate_fr.php [consulté le 20.06.2016].

33. Les CCP établis dans 36 pays, proposaient à travers leurs sites web d'information, des ateliers et des séminaires : « de l'information et des conseils gratuits sur l'accès aux financements du programme Culture, des mises à jour régulières sur tous les sujets liés à la culture au niveau européen, de l'aide à la mise en réseau et à la recherche de partenaires entre les opérateurs culturels de différents pays ». http://eacea.ec.europa.eu/culture/tools/ccp_fr.php [consulté le 20.06.2016].

34. Le service constitué en 2000 (Loi n° 2860/2000), initialement *Service de gestion du programme opérationnel Culture*, avait pour objet la gestion, le suivi et le contrôle du troisième Cadre communautaire d'appui (2000-2006). En 2008, les responsabilités du service furent étendues puisque, en dehors des tâches de planification stratégique et de coordination de la mise en œuvre des programmes opérationnels sur la culture, il fonctionnait en tant qu'unité de *gestion intermédiaire* pour les domaines suivants : « Compétitivité et esprit d'entreprise », « Environnement – Développement durable », « Éducation et formation continue », « Développement des ressources humaines », « Convergence numérique », « Coopération territoriale européenne », « Réforme administrative », « Pêche », « Amélioration de l'accessibilité ». Cette mission *intermédiaire* touchait également la gestion des Programmes opérationnels régionaux. Voir Loi n° 3614/2007 ; Loi n° 3658/2008 ; JO, n° 2526/B/ le 11.12. 2008.

35. THERMOU, 2008, *To VIMA*, le 05.04.2008.

droit de *surveiller* d'autres ministères, comme celui de l'Emploi, de l'Éducation et de l'Environnement, dont le programme d'action pour la période 2007-2013 comprenait des projets touchant également au domaine culturel.

Un autre aspect de cette intervention indirecte du ministère fut son implication dans la gestion des *Programmes opérationnels régionaux*. Cet effort rencontra toutefois des difficultés en raison de l'attitude prudente des régions. La volonté d'autonomie des élus locaux, conditionnée sous l'influence de la dynamique européenne par leur intention de se placer sur le marché international, indiquait qu'une culture de la concurrence était en train de se développer³⁶. L'évolution de cette dernière depuis les années 1980 a été commentée par Sylvie Biarez qui remarqua, eu égard à la recherche d'autonomie, l'articulation « des modes d'instrumentalisation des territoires, dus au développement technique et gestionnaire des gouvernements locaux³⁷ ». Dans ce contexte, les représentants des régions annoncèrent en 2008, lors de la réunion avec les agents du ministère de la Culture, leur intention de gérer eux-mêmes les *Programmes opérationnels régionaux*³⁸. De ce fait, chaque région devait prendre en charge la planification de sa politique et, conséquemment et conformément à ses propres critères, l'attribution du financement reçu. Dans cet esprit, les mandataires insistaient sur le fait que ce processus ne devait pas impliquer que fussent perçues comme obligatoires les suggestions ou les préférences du ministère de la Culture – considéré comme structure compétente³⁹.

De ce fait, nous observons la participation de nouveaux acteurs à l'élaboration des politiques publiques tandis que le « caractère intergouvernemental et transnational de l'intégration européenne⁴⁰ » initia différents groupes d'acteurs *luttant* pour imposer leurs visions. Néanmoins, la représentation des intérêts nationaux et la souveraineté étatique dans les négociations communautaires préoccupèrent les acteurs chargés de l'articulation des politiques culturelles locales, dans la mesure où les politiques communautaires furent considérées comme *facteurs de déstabilisation* des modes nationaux d'intervention à l'échelon local. Ces réserves, provenant essentiellement de professionnels de la culture – directeurs de structures locales ou artistes –, se concentrèrent sur le fait que l'État, dans son effort pour harmoniser ses politiques avec celles de l'UE, ignore

36. BIAREZ, 1998, p. 128.

37. *Ibid.*

38. KOTTI, 2008, *ETHNOS*, le 03.10.2008 ; THERMOU, 2008, *To VIMA*, le 05.04.2008.

39. *Ibid.*

40. SAURUGGER, 2008, p. 195.

les lacunes et les problèmes des politiques menées à l'intérieur du pays. Autrement dit, si la résolution des problèmes identifiés au sein des politiques déjà existantes n'est pas précédée par le lancement de nouvelles politiques, l'efficacité de ces dernières est remise en cause. Sous ce rapport, nous n'examinons pas exclusivement le contenu des politiques communautaires, mais aussi bien leur réception par les représentants de l'État, des collectivités locales et les professionnels de la culture. L'interaction de ces acteurs à l'intérieur du pays détermina d'ailleurs les processus décisionnels qui conditionnèrent *l'eupéanisation* des politiques culturelles. Nous abordons donc cette question de la légitimation sur la base de l'interaction entre institutions européennes et champ politique national en sachant que « le mode opératoire des politiques communautaires est fondé sur l'articulation entre niveaux multiples et non sur le lien entre une politique et un territoire donné⁴¹ », selon l'approche de Patrick Hassenteufel et Yves Surel. Ce constat résidant sur la multiplication des niveaux de décisions fut renforcé après que villes et régions européennes devinrent des acteurs politiques et économiques⁴².

Conclusion

Les élaborations effectuées dans le cadre de l'eupéanisation – qui posaient également les bases pour une action internationale des villes – faisaient partie de la stratégie développée par les villes qui voulaient acquérir des compétences techniques ou des capacités organisationnelles nouvelles. Dans leur analyse du processus d'internationalisation, Gilles Pinson et Antoine Vion estiment qu'il « peut constituer un vecteur d'organisation de la ville comme société et, par conséquent un vecteur de son autonomisation⁴³ ». Le domaine culturel semble s'adapter à cette tendance d'une « gouvernance interne⁴⁴ » des villes qui repose sur « les effets cognitifs des processus localisés d'expertise⁴⁵ ». En Grèce, ce facteur d'expertise des villes se traduit dans le champ culturel par l'action internationale des structures municipales. Depuis 1994, la création de festivals artistiques impliquant la planification de tâches dont le but était d'attirer des productions internationales se multiplia.

41. HASSENTEUFEL & SUREL, 2000, p. 9 ; JEFFERY, 1997, p. 211-231.

42. PASQUIER & WEISBEIN, 2004, p. 10.

43. PINSON & VION, 2000, p. 92.

44. PINSON & VION, 1997, p. 746.

45. *Ibid.*

Néanmoins, il est à noter que les expressions « Europe culturelle » ou « Europe de la culture » qui désignent, selon Vincent Dubois, la place de la culture dans le processus d'intégration européenne⁴⁶ ne sont pas une préoccupation systématique dans la structuration de la politique culturelle en Grèce. L'attention de l'État et des collectivités territoriales s'est focalisée sur l'obtention de fonds structurels européens. La compréhension toutefois des conditions devant assurer ce financement n'était évidente ni pour les élus locaux ni pour les fonctionnaires des structures culturelles des communes. Il convient de mentionner, à propos de ce constat, que les questions touchant à la professionnalisation des acteurs culturels ou aux capacités limitées des acteurs locaux à piloter et financer l'action culturelle n'ont pas été étrangères à la participation irrégulière des communes de la périphérie du pays aux programmes européens. Dans cette optique, la capacité de mobilisation des ressources politiques et administratives d'une ville est liée au processus d'européanisation. Autrement dit, la dynamique organisationnelle d'une ville détermine la pérennité de ses projets et de ses politiques, qui sont les outils essentiels de son autonomisation. L'« expertise localisée⁴⁷ » de leur action, nécessaire à leur image (afin de *se présenter* à elles-mêmes), est fondée sur cette capacité organisationnelle qui dépend des ressources administratives et financières. Ce constat aide à mieux comprendre sur quelle base sont créées les inégalités identifiées dans l'évolution de l'action culturelle locale.

Pour conclure, il est à noter que ce nouveau style des politiques publiques émergea en Grèce lors de la période d'ouverture au Marché unique. L'établissement des réseaux de coopération et d'échanges d'expériences entre les villes incita les centres urbains à adopter dans une certaine mesure des propositions qui coïncidaient avec un agenda urbain à l'échelle européenne. Dans ces conditions, l'européanisation fut perçue comme un facteur stimulant qui justifiait les nouvelles pratiques en matière de politiques culturelles résultant d'un certain mimétisme institutionnel. Cependant, ce mimétisme qui engendrait des projets citoyens n'était pas toujours gage de qualité des réalisations.

46. DUBOIS, 2001, p. 263.

47. PINSON & VION, 1997, p. 96.

Bibliographie***Monographies***

MARAVALL José María, 1997, *Regimes, Politics and Markets: Democratization and Economic Change in Southern and Eastern Europe*, Oxford, Oxford University Press, 269 p.

PACHAKI Kalliopi *et al.* [ΠΑΧΑΚΗ Καλλιόπη] (eds.), 2000, *Ο πολιτισμός ως κλάδος οικονομικής δραστηριότητας* [La culture comme branche de l'activité économique], Κέντρο Προγραμματισμού και Οικονομικών Μελετών [Centre de Planification et des Recherches économiques], Αθήνα [Athènes], 397 p.

Articles et contribution à des ouvrages

ANDREOU Giorgos, LYKOS Martinos, [ΑΝΔΡΕΟΥ Γιώργος & ΛΥΚΟΣ Μαρτίνος] 2011, «Εξευρωπαϊσμός της ελληνικής περιφερειακής πολιτικής» [Européanisation de la politique régionale grecque], *in* MARAVEGIAS Nikos [ΜΑΡΑΒΕΓΙΑΣ Νίκος] (ed.), *Εξευρωπαϊσμός στο μεσογειακό χώρο* [Européanisation dans la région méditerranéenne], Νομική βιβλιοθήκη [Bibliothèque de droit], Αθήνα [Athènes], p. 268-269.

BAGNASCO Arnaldo & LE GALES Patrick, 1997, « Les villes européennes comme société et comme acteur », *in* BAGNASCO Arnaldo, LE GALES Patrick (dir.), *Villes en Europe*, Paris, La Découverte, p. 746.

BIAREZ Sylvie, 1998, « Sphère locale et espace public », *Lien social et Politique*, n° 39, p. 127-138.

DUBOIS Vincent, 2001, « Europe culturelle », *in* DE WARESQUIEL Emmanuel (dir.), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France de 1959 à nos jours*, CNRS Édition et LarousseBordas, Paris, p. 263-266.

HASSENTEUFEL Patrick & SUREL Yves, 2000, « Des politiques publiques comme les autres ? Construction de l'objet et outils d'analyse des politiques européennes », *Politique européenne*, vol. 1, n° 1, p. 824.

- JEFFERY Charlie, 1997, « L'émergence d'une gouvernance multi-niveaux dans l'Union européenne : une approche des politiques nationales », *Politiques et Management Public*, vol. 15, n° 3, p. 211-231.
- LAGET Michel, 1996, « Des concepts utilisés au centre et au sud de l'Europe », *Pôle Sud*, n° 5, p. 42-56.
- MOUSOULOULIS Kostas [Μουσουρούλης Κώστας], 2007, «Αποτελέσματα των παρεμβάσεων στον πολιτισμό από τα ΚΠΣ» [Les résultats des interventions des CCA dans le domaine de la culture], in *Τετράδια πολιτισμού, Μεγεθύνσεις: Τα οικονομικά του πολιτισμού* [Cahiers de la culture, Agrandissements : L'économie de la culture], Υπουργείο Πολιτισμού [Ministère de la Culture], Αθήνα [Athènes], vol. 1, p. 141-155.
- ROMA Eleni & CHASSIOTIS Yannis, 1997, «Το Ενιαίο Εθνικό Δίκτυο Πολιτισμού» [Le Réseau culturel national des Villes (EPDP)], in *Επικράτεια Πολιτισμού (Πρακτικά της Συνάντησης της Θεσσαλονίκης 18 & 19 Ιανουαρίου 1997)* [Territoire de la Culture, actes de la réunion de Thessalonique 18 & 19 Janvier 1997], Υπουργείο Πολιτισμού [Ministère de la Culture], Αθήνα [Athènes], p. 28-33.
- PASQUIER Romain & WEISBEIN Julien, 2004, « Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire. », *Politique européenne*, vol. 1, n° 12, p. 521.
- PINSON Gilles & VION Antoine, 2000, « L'internationalisation des villes comme objet d'expertise », *Pôle Sud*, n° 13, p. 85-102.
- PITSOS Nicolas & TZEMOPOULOU Dionysia, 2011, « Les institutions culturelles », in DALÈGRE Joëlle (dir.), *La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir*, L'Harmattan, Paris, p. 199-214.
- SAURUGGER Sabine & SUREL Yves, 2006, « L'eupéanisation comme processus de transfert de politique publique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 2, p. 179-211.
- SAURUGGER Sabine, 2008, « Avons-nous besoin d'une sociologie des relations internationales pour analyser l'intégration européenne ? », *Politique européenne*, vol. 25, n° 2, p. 193-216.

TZEMOPOULOU Dionysia, 2018, « La réorganisation de l'action culturelle locale en Grèce : après la pratique de contractualisation, le moment des fusions de structures municipales », *Pôle Sud*, vol. 49, n° 2, p. 71-89.

Presse

KOTTI Angeliki, « Ψίχουλα για το υπουργείο πολιτισμού » [« Des miettes » pour le ministère de la Culture], *ETHNOS*, le 03.10.2008.

THERMOU Maria, « Κίνδυνος να μείνει εκτός Δ' ΚΠΣ ο Πολιτισμός » [Danger pour la culture de demeurer hors du quatrième Cadre Communautaire d'Appui], *TO VIMA*, le 05.04.2008.

Sources

Ελλάδα – Κοινοτικό Πλαίσιο Στήριξης 1994-1999. Στόχος 1: ανάπτυξη και διαρθρωτική προσαρμογή των αναπτυξιακά καθυστερημένων περιφερειών [Grèce – Cadre communautaire d'appui 1994-1999. Objectif 1 : Développement et ajustement structurel des régions sousdéveloppées], Commission européenne, numéro de catalogue : CX-85-94-462-GR-C, 1994.

Επικράτεια Πολιτισμού (Πρακτικά της Πανελλήνιας Συνδιάσκεψης, Θεσσαλονίκης 7 & 8 Απριλίου 2001) [« Territoire de la Culture », actes du colloque panhellénique de Thessalonique 7 & 8 avril 2001], Αθήνα [Athènes], Υπουργείο Πολιτισμού [Ministère de la Culture], 2001.

Entretien avec ILIOPOULOU Georgia [chef de la direction de l'Organisme de promotion de la culture grecque], le 04.12.2014, Athènes, durée : 1 h 45.

Entretien avec GIANNAKOPOULOS Eugène [président du Conseil d'administration de l'Organisme de promotion de la culture grecque], le 16.10.2014, Athènes, durée : 1 h 30.

Annexes

Tableau 5. La participation des communes et des régions
au programme *Culture 2007-2013*⁴⁸

Année	Volet	Titre du projet	Pays de l'organisation	EU co-organisateurs	Pays tiers partenaire(s)
2008	1.2.1	<i>Entrepreneurial cultures in European cities</i>	Amsterdams historisch museum, NL	Centre municipal de recherche historique et documentation de Volos, GR HR, NL, DE, UK, LU, ES	–
2009	1.2.1	<i>ACCESSIT (Accelerate the Circulation of Culture through Exchange of Skills in Information Technology)</i>	MDR PARTNERS, UK	Bibliothèque centrale publique de Véria, GR RS, TR, PL	–
2009	1.2.1	<i>Lighting designers for Historic urban landscape</i>	Municipalité de Corfu, GR	RO, ES, AT	–
2009	1.2.1	<i>Human rights Sunrise</i>	Province de Perugia, IT	Préfecture de Préveza, GR/ Athens network of collaborating experts (A.N.C.E.), GR ES, RS	–

48. Ce tableau n'affiche pas de résultats pour les communes d'Athènes et de Thessalonique. Source : site internet de l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » (EACEA), disponible : http://eacea.ec.europa.eu/culture/results_compendia/results_en.php [consulté le 20.06.2016], traitement des données par l'auteur de l'article.

2010	1.2.1	<i>Enhance Manuscriptorium through Balkan Recovered Knowledge</i>	Národní knihovna České republiky, CZ	Bibliothèque centrale publique de Véria, GR RS, BG	—
2010	1.2.1	<i>Folk Music in MusEUms – Young musicians and old instruments</i>	Comune di Roma, IT	Préfecture des Cyclades, GR NO, IT, EE	—
2011	1.2.1	<i>Tutti all' Opera</i>	Associazione Culturale Palazzo del Majno, IT	Festival d'opéra de l'ancienne Corinthe, GR DE, UK	—
2011	1.2.1	<i>AccessITplus. Accelerate the Circulation of Culture through Exchange of Skills in Information Technology</i>	MDR Partners, UK	Bibliothèque centrale publique de Véria, GR RS, HR, PL, BA	—
2012	1.2.1	<i>Euro-Mediterranean Contemporary Popular music. Production and Mobility Sete Sóis Sete Luas</i>	Associação Cultural Sete Sóis Sete Luas, PT	Centre culturel de la municipalité d'Ioannina ⁴⁹ , GR ES, IT, PT, FR, HR, RO	—
2013	1.2.1	<i>FolkMus - Young musicians and old stories, folk music in musEUms and more</i>	Roma Capitale, IT	Région de sud Aegean, GR IT, PT, EE, ES	—
2013	1.2.1	Rando pour la Culture	Office de l'Environnement de la Corse, FR	Municipalité du nord, Tzoumerka, GR ES	—

49. Le festival était organisé par la préfecture de Corinthe.

Tableau 6. Régions administratives de Grèce (décret présidentiel n° 51/1987)

RÉGIONS ADMINISTRATIVES (1978)/2e DEGRÉ DE GOUVERNEMENT LOCAL (2010) ⁵⁰
Macédoine orientale et Thrace
Macédoine centrale
Macédoine occidentale
Thessalie
Épire
Îles Ioniennes
Grèce occidentale
Grèce centrale
Attique (dont agglomération d'Athènes)
Péloponnèse
Crète
Égée méridionale
Égée septentrionale

Résumé : l'adhésion de la Grèce à la CEE/UE (1981) se traduit par l'application des directives européennes dans tous les domaines de l'action publique. Dès 1989, les initiatives de développement de l'État grec étaient pleinement intégrées dans les Cadres communautaires d'appui (CCA) et les programmes sectoriels de financement européen. Cet article propose une analyse du processus d'eupéanisation et de son impact sur l'évolution des politiques culturelles locales dans le courant de la période 1980-2010. Dans cette perspective, nous souhaitons comprendre la nature des changements identifiés sur le processus décisionnel, attendu qu'une nouvelle composante, celle de l'action communautaire, intervient de manière dynamique dans la définition du contenu des politiques publiques.

Mots-clés : eupéanisation, action publique territoriale, processus décisionnel, mimétisme institutionnel, culture, Grèce

50. Conformément à la loi 3852 (2010) [Programme Kallikratis], la Grèce maintient sa division en 13 districts administratifs qui constituent le deuxième degré de gouvernement local.

Abstract: The accession of Greece to the EEC/EU (1981) resulted in the application of European directives in all areas of public action. By 1989, Greek state-led development initiatives were fully integrated into Community Support Frameworks (CSFs) and sectoral EU funding programs. This article proposes an analysis of the Europeanization process and its impact on the evolution of local cultural policies during the period 1980-2010. In this perspective, we wish to understand the nature of the changes identified in the process of decision-making, since a new component that of Community action, plays a dynamic role in defining the content of public policies.

Keywords: europeanisation, territorial public action, decisionmaking process, institutional mimicry, culture, Greece

Περίληψη : Η ένταξη της Ελλάδας στην ΕΟΚ/ΕΕ (1981) οδήγησε στην εφαρμογή ευρωπαϊκών οδηγιών σε όλους τους τομείς της δημόσιας δράσης. Από το 1989, οι αναπτυξιακές πρωτοβουλίες του ελληνικού Κράτους ενσωματώθηκαν πλήρως στα Κοινοτικά Πλαίσια Στήριξης (ΚΠΣ) και στα τομεακά επιχειρησιακά προγράμματα της Ε.Ε. Το άρθρο αυτό προτείνει μια ανάλυση της διαδικασίας του εξευρωπαϊσμού και των επιπτώσεών της στην ανάπτυξη των πολιτιστικών πολιτικών σε τοπικό επίπεδο, κατά την περίοδο 1980-2010. Υπό το πρίσμα αυτό, βασική επιδίωξη είναι να προσεγγιστούν οι αλλαγές που εντοπίστηκαν στην ίδια την διαδικασία της λήψης αποφάσεων, δεδομένου ότι ένα νέο στοιχείο, το οποίο αφορά την Κοινοτική δράση, διαδραματίζει πλέον δυναμικό ρόλο στον καθορισμό του περιεχομένου των δημόσιων πολιτικών.

Λέξειςκλειδιά: εξευρωπαϊσμός, δημόσια δράση σε τοπικό επίπεδο, διαδικασία λήψης αποφάσεων, θεσμικός μιμητισμός, πολιτισμός, Ελλάδα

Anahtar kelimeler: avrupalılařma, bölgesel kamu eylemi, karar alma süreci, kurumsal taklit, kültür, Yunanistan

Клучни зборови: европеизација, територијална јавна акција, процес на донесување одлуки, институционална мимикрија, култура, Грција